

Mururoa et la politique de Défense française



...En lien avec le programme d'Histoire de terminale

**Thème 2 – La multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire
(de 1945 au début des années 1970) (13-15 heures)**

Chapitre 3. La France : une nouvelle place dans le monde

Ce chapitre vise à montrer comment la France de l'après-guerre s'engage dans la construction européenne, comment elle cesse d'être une puissance coloniale et retrouve un rôle international, comment elle réforme ses institutions et ouvre davantage son économie

- **Accroche :**
- A la maison

<https://www.youtube.com/watch?v=XV5u6q8luGM>

Documentaire d'Arte, *Polynésie : le paradis radioactif*

- **A regarder en préparation du cours à la maison. Possibilité de travailler en binôme**
 - Permet
 - de replacer la Polynésie dans le contexte géographique, historique et stratégique de la France
 - De comprendre la décision du général de Gaulle
 - De s'approprier le vocabulaire et les différentes notions
- **Donner aux élèves l'armature du cours (cf plan diapo 7), lors du visionnage personnel les élèves devront prendre des notes de façon à compléter les différentes sous parties et parties .**
- Référence à ce documentaire tout au long du cours, en comparaison, en appui avec d'autres documents.

en classe : référence au doc et accroche avec archives INA sur Visite du général de Gaulle à Tahiti septembre 1966

- <https://www.youtube.com/watch?v=6yyDKvCXGvA>
- Où?
- Pourquoi?
- Contexte national et international?

- Localiser la Polynésie française, archipel des Tuamotu et les atolls.
- Voc : archipel, atoll
 - Les atolls de Mururoa et Fangataufa sont situés dans l'archipel des Tuamotu, où étaient basées les installations du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP). Sur les 193 essais nucléaires effectués, dont 12 de sécurité (sans explosion), 167 ont eu lieu à Mururoa.

- **Dans quelle mesure la politique des essais nucléaires français dans le Pacifique de 1966 à 1996 induit-elle non seulement des enjeux géostratégiques, politiques mais aussi environnementaux et mémoriaux?**

Plan proposé

I-1966-1991 : "VERS UNE DISSUASION AUTONOME DANS UN CONTEXTE DE GUERRE FROIDE »

A- acquérir une force de frappe nucléaire

B- essais aériens et sous terrains

C- Poursuite sous François Mitterrand et critique

II- 1995-1996 : REPRISE ET FIN DÉFINITIVE DES ESSAIS

A- la reprise des essais par Jacques Chirac

B- une politique vivement critiquée

C- traité d'Interdiction complète des Essais nucléaires (TICE) 24 septembre 1996

III- VERS UNE RECONNAISSANCE DES EFFETS DÉVASTATEURS

A- les conséquences écologiques et sanitaires

B- conséquences sanitaires

C- la lente reconnaissance officielle de l'Etat français

**I-1966-1991 : VERS UNE
DISSUASION AUTONOME DANS UN
CONTEXTE DE GUERRE FROIDE**

A- acquérir une force de frappe nucléaire

1- Politique du général de De Gaulle

- Contexte de la guerre froide
- Pour une France forte et indépendante
- Dans le prolongement des essais dans le Sahara
- Le Pacifique en remplacement du Sahara
 - 1962 : indépendance de l'Algérie
 - Choix de Mururoa malgré réticences des élus polynésiens
 - France n'accepte pas le traité du 5 août 1963 signé à Moscou sur interdiction partielle des essais nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau


LES ESSAIS NUCLÉAIRES DE LA FRANCE

Entre 1960 et 1966

- ➔ Sites de Reggane dans le Sahara (essais atmosphériques) et d'In Ecker dans le massif du Hoggar (essais souterrains)



Atmosphériques

 **4 essais**



Souterrains

 **13 essais**

Entre 1966 et 1996

- ➔ Sites de Mururoa et de Fangataufa en Polynésie française



46 essais



147 essais

Source : Observatoire des armes nucléaires françaises

WaG **REUTERS** 

Présence du général de Gaulle lors d'un essai 11 septembre 1966



- Politique de Défense réaffirmée lors de la visite du général à Tahiti en septembre 1966
- Intervient au moment où la France quitte le commandement intégré de l'OTAN

2- La construction du Centre d'Expérimentation du Pacifique

- 1963 janvier : débarquement à Papeete d'un détachement du génie de la Légion étrangère
- 1963 septembre : débarquement à Mururoa des 1ers ouvriers du génie et entreprises civiles concernées
- De 1964 à 1966, mobilisation par la marine nationale française de plus de 100 bâtiments pour construction du CEP

3- les Installations du Centre d'expérimentation du Pacifique

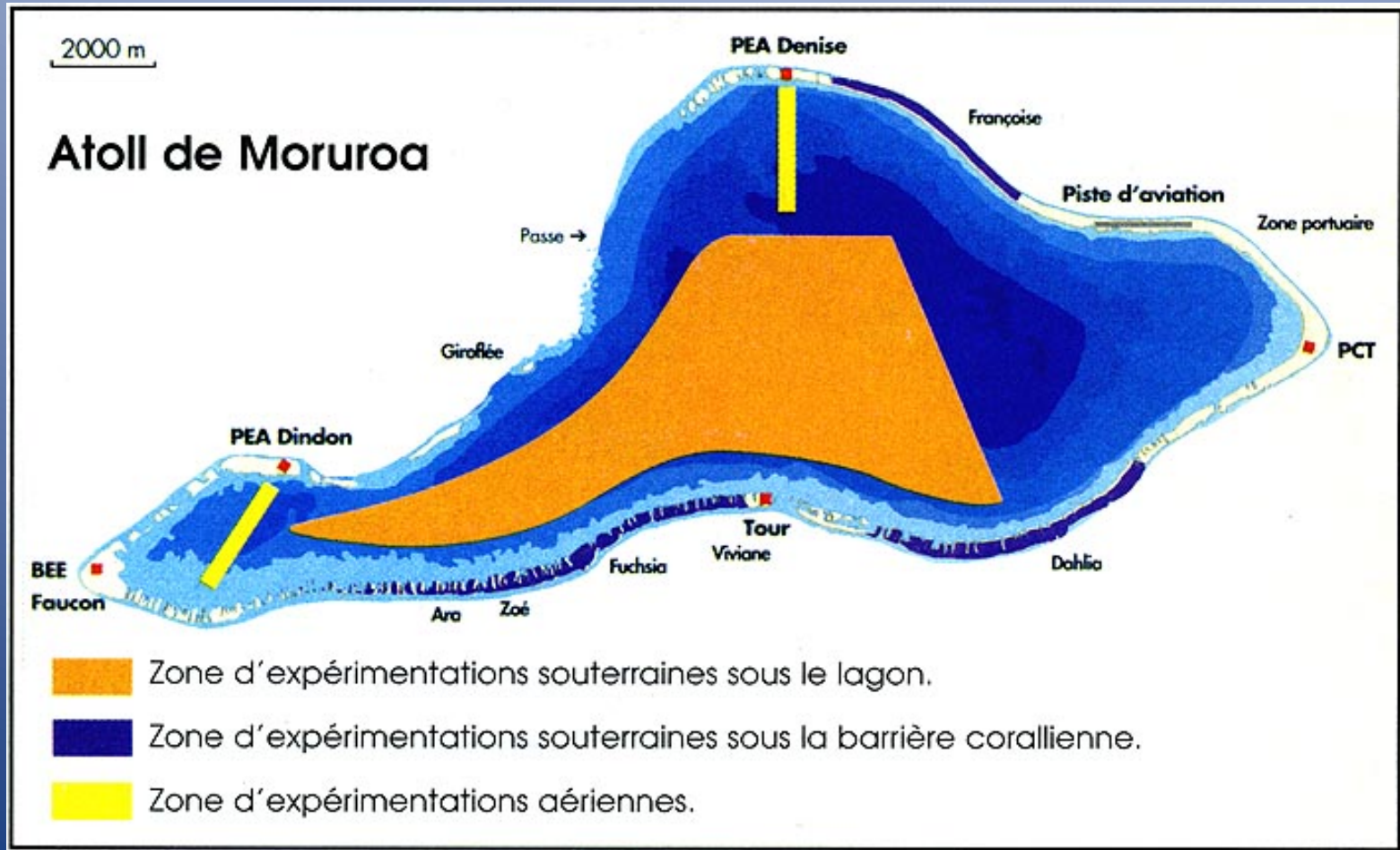
- un QG à Papeete
- La BA 185 avancée à HAO (460 Km NO Mururoa)
- le polygone de tir atomique de Mururoa
- Le polygone de tir atomique de Fangataufa

Force Alfa ou Groupe aéronaval du Pacifique

- Constitué en 1965
- Plus de 3500 hommes et 7 bâtiments dont le porte-avions Foch, les escorteurs d'escadre Forbin, La Bourdonnais et Jauréguiberry et les pétroliers La Seine et Aberwrach, et un bâtiment de soutien le Rhin
- La force Alfa quitte Toulon le 23 mars 1966 et aborde la Polynésie française le 22 mai 1966.

- But superviser les essais atmosphériques
- N° 18 : « Aldébaran »
- N° 19 « Tamouré »
- N° 20 « Ganymède »
- N° 21 « Bételgeuse »

B- essais aériens et sous terrains



1- essais aériens



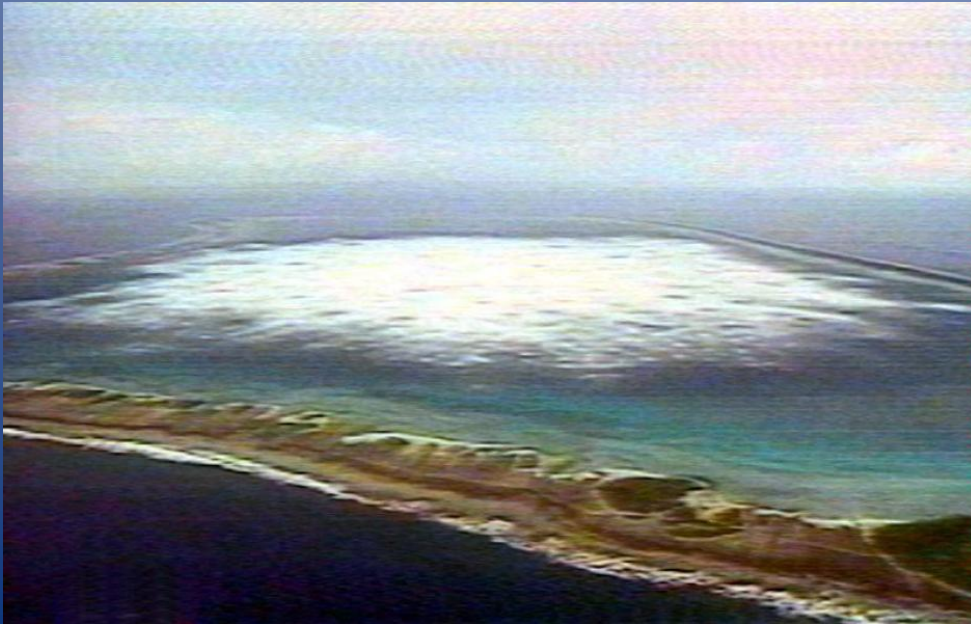
1971, champignon atomique d'un essai nucléaire français déclenché sur l'atoll de Mururoa Archives AFP

- 2 juillet 1966 : Premier essai nucléaire aérien sur atoll de Mururoa
- Au total : 46 essais nucléaires aériens réalisés en Polynésie
- Le dernier essai, en date du 25 juillet 1974 = largage depuis un avion Jaguar d'une bombe nucléaire tactique AN-52, larguée au SO de Mururoa

- Les essais aériens en Polynésie ont fait intervenir plusieurs techniques :
 - les essais sur barge
 - les largages à partir d'avions qui permettent de reproduire les conditions réelles d'un bombardement aérien
 - les essais sous ballons captifs
 - les essais de sécurité afin de vérifier que les bombes n'explosent pas tant qu'elles ne sont pas amorcées. En principe, ces essais ne provoquent pas d'explosion.

2- Essais sous terrains

- 147 essais dans les sous sols et sous les lagons des atolls de Mururoa et Fangataufa



C- Poursuite sous François Mitterrand et critique

1) 6 août 1985 traité de Rarotonga (îles Cook)

- Déclare le Pacifique sud comme zone dénucléarisée
- Entrée en vigueur le 11 décembre 1986
- Etats signataires : Australie, îles Cook, îles Fidji, les Kribati, Nauru, Nouvelle Zélande, Niué, Papouasie-Nouvelle Guinée, Les Salomon, les Samoa, les Tonga, les Tuvalu, le Vanuatu
- France ne s'associe pas au traité
- 15 juillet 1991 : dernier essai français dans le Pacifique

2) Greenpeace et l'affaire du *Rainbow Warrior*

Scandale de l'affaire du Rainbow Warrior :

- travail de recherche des élèves dans la presse, rôle de Greenpeace

10 juillet 1985 : Rainbow Warrior est coulé à Auckland (nouvelle Zélande)

Par agents services secrets français

Mort du photographe portugais Fernando Pereira



L'affaire du "Rainbow Warrior"

10 juillet 1985 **Attentat contre le Rainbow Warrior**



12 juillet

Arrestation en Nouvelle-Zélande d'Alain Mafart et Dominique Prieur, agents de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE)

25 août

Une enquête française met la DGSE hors de cause

20-22 septembre

Le 1er ministre Laurent Fabius déclare que "des agents de la DGSE" ont coulé le navire

Démission du ministre de la Défense Charles Hernu

22 novembre

Alain Mafart et Dominique Prieur condamnés à 10 ans de prison

Fin 1991 Clôture du dossier

Oct 2006 La police néo-zélandaise annonce le réexamen du dossier, après des révélations selon lesquelles un frère de Ségolène Royal serait impliqué dans l'affaire

Le Rainbow Warrior
Navire du mouvement écologiste Greenpeace, coulé par deux mines avant une campagne de protestation contre les essais nucléaires français à Mururoa : un photographe tue

AtlasVista

Le Monde

ANNÉE - N° 12630 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beau-Méry Directeur : André Fontaine

Le « Rainbow-Warrior » aurait été coulé par une troisième équipe de militaires français

L'attentat contre le Rainbow-Warrior (un mort, le 10 juillet, à Auckland) aurait été perpétré par deux sapeurs de combat de l'armée française. Telle est l'information que nous avons recueillie de sources concordantes; il y avait en Nouvelle-Zélande une troisième équipe de militaires français, que les cinq membres de la DGSE déjà identifiés, l'équipage du voilier Océva et les deux époux « Turenne » étaient chargés d'aider.

Cette révélation contredit formellement la version fournie par la haute hiérarchie militaire à M. Bernard Tricot. Dans son rapport, celui-ci assurait que les militaires français n'avaient participé qu'à une mission de surveillance de Greenpeace et ne mentionnait pas l'existence d'une troisième équipe.

Dans l'entourage du ministre de la défense, après avoir qualifié l'attentat de « regrettable, inadmissible et scandaleux », on ajoute : « Ceux qui ont été arrêtés n'ont pas fait le coup, l'équipage de l'Océva pas davantage. Quant à une autre équipe, nous ne connaissons pas d'autre équipe de la DGSE dans cette affaire et nous ne croyons pas à l'implication d'autres équipes des armées françaises. »

Qui, le 10 juillet au soir, dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande, a coulé dans l'océan le navire... Le rapport Tricot a confirmé, le 26 août, que des agents français se trouvaient alors en Nouvelle-Zélande... mission confiée aux agents de la DGSE d'un fait de surveillance et d'identification. Depuis le 10 juillet, du cadre de réserve... traitant avec les partis d'opposition... militaires, sont morts...

LE FIGARO

Malgré les démentis officiels

L'affaire Greenpeace : malaise à l'Élysée

Course en solitaire du Figaro L'apothéose à La Rochelle

Assassination
La femme éternelle
1945

Les deux agents des services secrets français arrêtés en Nouvelle-Zélande seront jugés pour incendie volontaire et meurtre.

PAR JEAN-PIERRE...
L'attentat contre le Rainbow-Warrior...
Le rapport Tricot a confirmé...
mission confiée aux agents de la DGSE...
traitant avec les partis d'opposition...
militaires, sont morts...



3) Moratoire de Mitterrand le 8 avril 1992

- <http://moruroa.assemblee.pf/Texte.aspx?t=178>
- définition de moratoire
- Quelle importance juridique?
- A replacer dans le contexte international : fin Guerre froide

**II- 1995-1996 : REPRISE ET FIN
DÉFINITIVE DES ESSAIS**

A- la reprise des essais par Jacques Chirac

- Reprise des essais avec Jacques Chirac qui rompt le moratoire et lance une dernière campagne d'essais sans le Pacifique.
- <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/cab95047609/premier-essai-nucleaire-francais-a-mururoa>
- [Annonce du président :](#)
- <https://www.youtube.com/watch?v=3y8b-QSsh4U>
- Etude de la conférence de presse lors de laquelle J. Chirac annonce la reprise des essais (les 5 premières minutes)
 - Pourquoi?
 - Comment?
 - Date

- Au total 8 essais sont prévus, 6 sont réalisés
- 29 janvier 1996 : J. Chirac annonce lors d'une allocution télévisée la fin définitive des essais nucléaires français
 - Quels arguments? Le bilan?
- <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/cab96004345/nucleaire-6eme-et-dernier-essai-francais>

B- une politique vivement critiquée

1- à l'international

- Etat, ONG
- Cf au documentaire regardé en accroche, *Polynésie: un paradis radioactif*
- <https://www.lesechos.fr/1995/09/tolle-contre-la-reprise-des-essais-nucleaires-francais-865897>
- <https://www.ina.fr/ina-eclairer-actu/video/cab96004345/nucleaire-6eme-et-dernier-essai-francais>
- <https://www.youtube.com/watch?v=3y8b-QSsh4U>
- Etude de l'annonce de la reprise des essais à partir de 5'34
 - Questions des journalistes de l'Humanité et Libération et réponse du président
 - A comparer avec les faits voir article *des Echos* et archives INA ci-contre

2- en Polynésie

- Émeutes à Papeete en 1995
- [https://
la1ere.francetvinfo.fr/
2014/09/26/archives-d-
outre-mer-1995-
emeutes-papeete-
contre-la-reprise-des-
essais-nucleaires-
mururoa-193132.html](https://la1ere.francetvinfo.fr/2014/09/26/archives-d-outre-mer-1995-emeutes-papeete-contre-la-reprise-des-essais-nucleaires-mururoa-193132.html)



Campagne de Greenpeace contre la reprise des essais



C- traité d'Interdiction complète des Essais nucléaires (TICE) 24 septembre 1996

- *« Chaque État s'engage à ne pas effectuer d'explosion expérimentale d'arme nucléaire ou d'autre explosion nucléaire et à interdire et empêcher toute explosion de cette nature en tout lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle ».*
- **Article 1er du TICE**
- <https://www.francetnp.gouv.fr/le-traite-d-interdiction-complete-des-essais>

III- VERS UNE RECONNAISSANCE DES EFFETS DÉVASTATEURS

A- les conséquences écologiques

- 1) Radioactivité

Nombre de retombées radioactives recensées entre 1966 et 1974



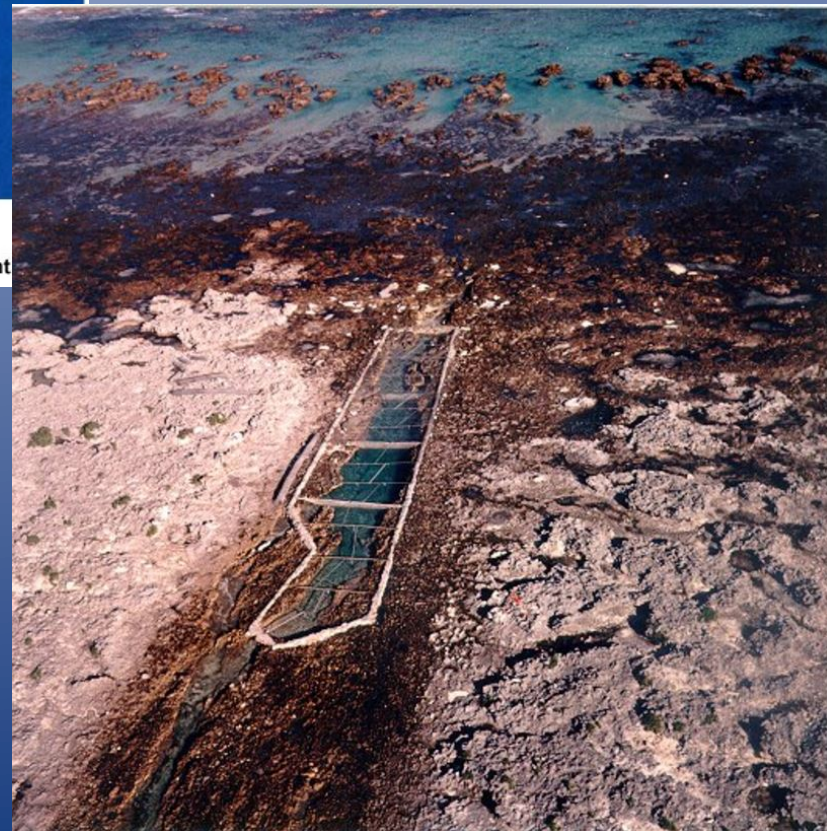
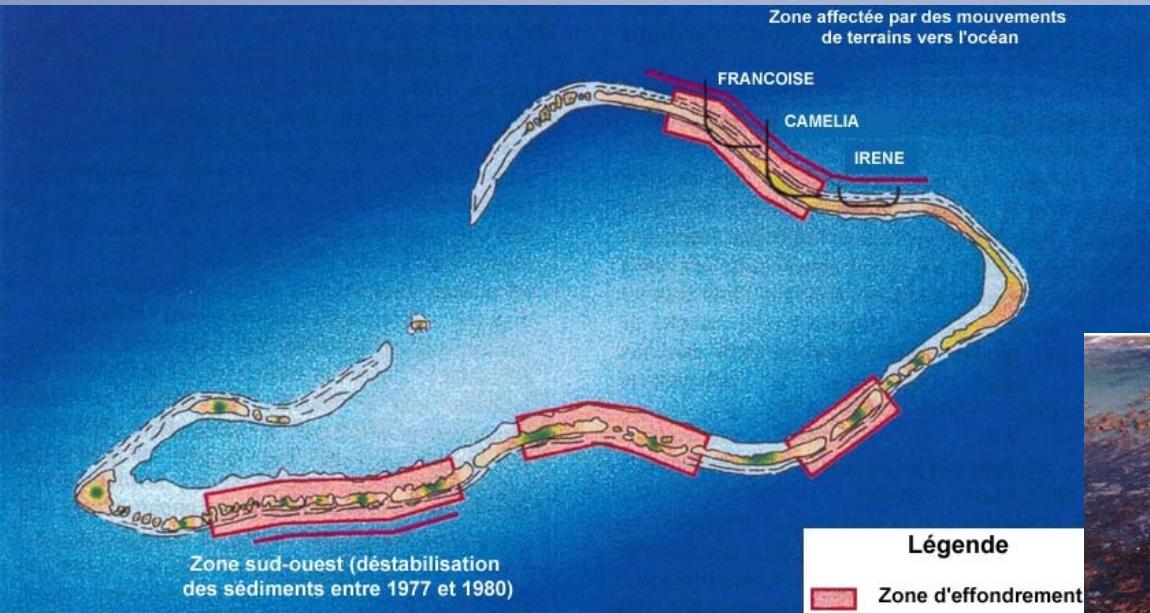
- Conséquence essais atmosphériques :
Quelque 3 200 tonnes de déchets radioactifs issus de la recherche militaire en Polynésie française sont jetés à la mer entre 1967 et 1975
- 2021 = étude menée par l'université de Princeton
 - les essais ont en réalité touché un territoire grand comme le continent européen et 110 000 habitants

2- bétonisation, artificialisation des sols



- Photo de Grégory Boissy/AFP
atoll de Mururoa, 13 février 2014

- 3- Zones d'effondrements de l'atoll



Ex d'effondrement

B) Sanitaires et humaines

- <https://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/emissions/la-france-en-docs-0/bons-baisers-moruroa-consequences-essais-nucleaires-925409.html>

Cf au documentaire regardé en accroche,
Polynésie: un paradis radioactif

Conséquences

**Population a continué à
vivre normalement, à
utiliser l'eau, à se
baigner, à consommer
les produits locaux,**

**Car affirmation par
l'Etat qu'aucun danger
radioactif**

- Cancers,
- diabète
- Problèmes cardio-vasculaires
- Problèmes dermatologiques

- témoignages de vétérans

- Étude d'extrait du documentaire *Bons baisers de Moruroa : un film de Larbi Benchiha.*
Production : Aligal production et France Télévisions.

parole de vétérans

- Qui témoigne?
- En quoi ces vétérans ont-ils été exposés aux risques nucléaires pendant les essais?
- Quelles en ont été les conséquences?
- Que demandent-ils?

C- la lente reconnaissance officielle de l'Etat français

- 1- loi Morin 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires

<https://www.doctrine.fr/l/texts/lois/JORFTEXT000021625586>

instaure un dispositif d'indemnisation pour les victimes

- Mais critique des associations de vétérans

2- reconnaissance de François Hollande lors de sa visite le 22 février 2016

- Etude du **discours de François Hollande**, prononcé à Papeete le 22 février 2016
 - sur les liens entre la République et la Polynésie,
 - la dernière partie (3 diapos suivantes) concerne la reconnaissance des conséquences néfastes des essais nucléaires
- <https://www.vie-publique.fr/discours/198041-declaration-de-m-francois-hollande-president-de-la-republique-sur-les>
- (terminale HGGSP thème 3 et 5 Cf environnement, mémoire, histoire, reconnaissance.....)

(...) Mesdames et Messieurs, je veux, pour terminer, aborder le sujet sensible, grave, des conséquences des essais nucléaires en Polynésie française.

Sans la Polynésie française, la France ne se serait pas dotée de l'arme nucléaire et donc de la force de dissuasion. La France serait toujours une nation respectée dans le monde, serait toujours membre du Conseil permanent de sécurité mais n'aurait pas, par cette force de la dissuasion, la capacité d'être une nation pleinement indépendante. Capable de se faire entendre partout, de pouvoir sanctuariser son territoire, et de pouvoir aussi, grâce à la force de dissuasion, contribuer à la paix.

Cette contribution, celle que vous avez vous-même apportée à travers les essais nucléaires, je veux la reconnaître solennellement aujourd'hui devant vous.

Je reconnais que les essais nucléaires menés entre 1966 et 1996 en Polynésie française ont eu un impact environnemental, provoqué des conséquences sanitaires et aussi, et c'est un paradoxe, entraîné des bouleversements sociaux lorsque les essais eux-mêmes ont cessé.

J'ai voulu aussi, lors de ma visite, m'incliner sur la tombe de Pouvanaa a OOPA, parce que je voulais signifier ce que représentait la lutte pour l'aspiration des Polynésiens à plus de responsabilité. Le Gouvernement a saisi la commission de révision de son dossier, et la justice agira donc en toute indépendance.

Mais je voulais aussi que nous puissions, à l'occasion de cette visite, tourner la page du nucléaire. Je connais les revendications des associations des victimes qui sont d'ailleurs portées par les élus polynésiens alors je veux y répondre.

D'abord, il sera créé avec le Pays un Institut d'archives, d'informations et de documentation en Polynésie française afin que la jeunesse polynésienne n'oublie pas cette période de notre Histoire commune.

Ensuite, le traitement des demandes d'indemnisation des victimes des essais nucléaires sera revu. Il y a eu des avancées : la loi du 5 janvier, la création d'un comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires.

Mais quand on fait le constat, seule une vingtaine de dossiers ont donné lieu à des indemnisations. J'ai donc décidé de modifier le décret d'application pour préciser la notion de risque négligeable pour certaines catégories de victimes lorsqu'il est démontré que les mesures de surveillance indispensables n'avaient pas été mises en place. Ainsi, cette commission indépendante pourra-t-elle accéder ou faire accéder à l'indemnisation de nouvelles victimes.

Enfin, l'Etat accompagnera le développement du service d'oncologie du centre hospitalier de Tahiti avec un apport de sept cents millions de francs Pacifique et la mise à disposition de trois médecins internes.

Enfin, si je veux aborder le sujet financier, il y a la question de la réparation. La dotation globale d'autonomie, celle qui est souvent présentée comme la dette nucléaire, cette dotation globale d'autonomie sera sanctuarisée dans le statut de la Polynésie française et son niveau sera, dès 2017, rétabli à plus de quatre-vingt-dix millions d'euros.

Je veux aussi aller plus loin, au-delà de ces sommes, car tout ne se résume pas à des financements.

Les conséquences environnementales des essais devront également être traitées. L'Etat achèvera le démantèlement des installations et la dépollution de l'atoll d'Hao en recourant aux techniques les plus modernes.

Quant aux atolls de Mururoa et de Fangataufa, ils feront l'objet d'une vigilance méticuleuse. Un service de surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre sera mis en place et des missions destinées à mesurer les conséquences radiologiques et physico-chimiques sur les atolls et sur les lagons seront poursuivies et amplifiées pour que nul ne puisse avoir le moindre doute sur cette volonté de transparence.

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs les élus, vous avez droit à réparation mais vous avez surtout droit à l'égalité. Dans la République, c'est l'égalité. L'égalité jusqu'au bout, l'égalité partout, l'égalité pour tous. Si nous sommes fiers d'appartenir au même ensemble, même si vous ici, vous voulez l'autonomie, vous avez l'autonomie, et vous voulez une autonomie qui puisse vous donner de plus en plus de responsabilités. Mais vous êtes attachés à l'idéal de la République et notamment à l'égalité.

(...)

2- demande de pardon d'Edouard Fritsch, président de la Polynésie française

- <https://la1ere.francetvinfo.fr/essais-nucleaires-president-edouard-fritch-reconnait-avoir-menti-aux-polynesiens-650716.html>
- Étude du discours oral
 - Pourquoi reconnaît-il avoir menti?
 - Quelle l'importance d'un tel aveu?
 - Quels sont les liens réaffirmés entre la France et la Polynésie
- https://www.lemonde.fr/energies/article/2018/11/16/essais-nucleaires-le-president-edouard-fritch-reconnait-avoir-menti-aux-polynesiens_5384511_1653054.html
- Comparaison et analyse du discours par Le Monde

3- le Centre d'Archives, d'Information et de Documentation sur les essais nucléaires et le devoir de mémoire

- 7 mai 2020 « acte de cession à titre gratuit » signé par le haut commissaire Dominique Sorain et le président de la Polynésie Edouard Fritsch
- « des bâtiments et de l'emprise foncière de 3200 m² de l'ancien hôtel de commandement de la marine situé sur le front de mer de Papeete »
- Valeur estimée à 5,5 millions d'euros

- **But** : accueillir le futur centre d'archives, d'information et de documentation sur les essais nucléaires qui servira à conserver et transmettre « la mémoire des événements qui se sont déroulés au cours de la période des essais nucléaires dans une démarche apaisée de recherche des faits historiques »
- Cette cession s'inscrit dans la continuité de la reconnaissance du fait nucléaire par l'ancien président François Hollande



HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Les services de l'État en Polynésie française

Contacts



Sites de la région

recherche

ok

Services de l'État

Politiques publiques

Actualités

Publications

Démarches administratives

Vous êtes ...

Accueil > Centre de mémoire des essais nucléaires



Centre de mémoire des essais nucléaires

07/05/2020 - Centre de mémoire des essais nucléaires : Cession, à titre gratuit, par l'État au Pays, de l'ancien bâtiment du commandement de la marine

M. Dominique SORAIN, Haut-Commissaire de la République et M. Edouard FRITCH, Président de la Polynésie française, ont signé l'acte de cession, à titre gratuit, par l'État au Pays, des bâtiments et de l'emprise foncière de 3 200m² de l'ancien hôtel de commandement de la marine situé sur le front de mer de Papeete, en présence du Contre-Amiral Laurent LEBRETON, Commandant supérieur des forces armées en Polynésie française, de M. Daniel CASABIANCA, Directeur des finances publiques représentant France Domaine et d'une représentante de la Direction des affaires foncières du Pays. Une loi de finance du 28 décembre 2018 a fixé les modalités de ce transfert de propriété dans son article 275.



Ce bien immobilier, d'une valeur estimée à près de 663 millions de FCFP, est destiné à l'accueil du futur centre d'archives, d'information et de documentation sur les essais nucléaires. Il a pour vocation d'offrir, aux polynésiens, un espace de rencontre et de partage pour assurer la transmission, entre les générations, de la mémoire des événements qui se sont déroulés au cours de la période des essais nucléaires, dans une démarche apaisée de recherche des faits historiques.

Cette cession a été rendue possible au terme d'un travail partenarial entre l'État et le Pays entamé après la reconnaissance du fait nucléaire par l'ancien Chef de l'État, M. François Hollande, à l'occasion de sa visite officielle en Polynésie française, en février 2016.

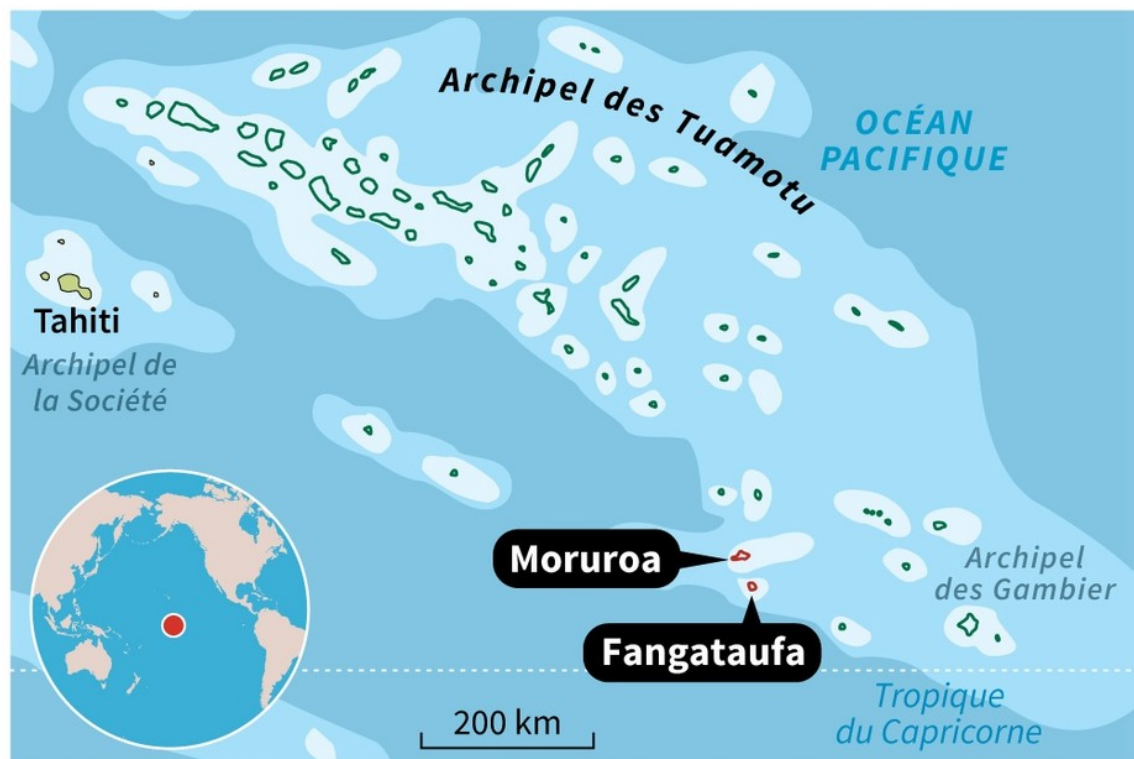
> 2020-05-07 CP_Centre de mémoire des essais nucléaires - format : PDF   - 0,24 Mb

Partager   

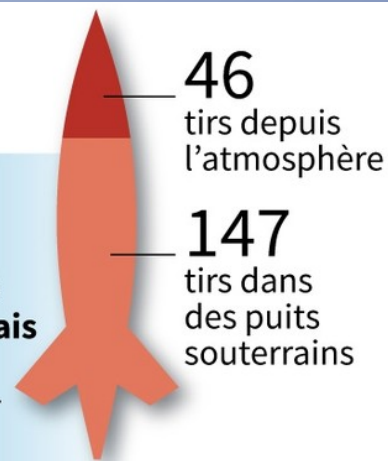
Conclusion

Les essais nucléaires en Polynésie

L'indemnisation des victimes au coeur du voyage du président Hollande



De 1966 à 1996, la France a procédé à **193 essais** dans le Pacifique-sud



2000 résidents dans les archipels concernés



- **Essais, conséquences, reconnaissance, accusations, indépendance : les lendemains complexes de la politique de défense dans le Pacifique**
 - Lien avec la politique et les revendications des indépendantistes
 - 2 octobre 2018 **les indépendantistes polynésiens** ont déposé une plainte contre la France pour crimes contre l'humanité
 - Selon Osacar Temaru, leader indépendantiste, « cette poursuite en justice a pour objectif de demander des comptes à tous les présidents français depuis le début des essais nucléaires contre notre pays »

- Article sur le combat d'Oscar Temaru dans la dépêche de Tahiti, 10 février 2022
- https://actu.fr/politique/oscar-temaru-tire-a-boulets-rouges-sur-l-etat_48620640.html
- ! Les élèves doivent travailler avec un regard distancié de l'article pour aborder les thèmes suivants
 - Le rapport à la mémoire
 - Mémoire et justice
 - Juge et parti.